



- PROJET PIC « ÉTUDES CHIMIQUES, NUTRITIONNELLES ET TECHNOLOGIQUES SUR DES ANTIOXYDANTS NATURELS ISSUS DE VÉGÉTAUX AMAZONIENS »
- UNE FEMME, UNE VOCATION : FRANÇOISE ORBAN-FÉRAUGE
- COURS ET STAGES INTERNATIONAUX : LA COOPÉRATION UNIVERSITAIRE BELGE AU DÉVELOPPEMENT : UN MODÈLE DE COOPÉRATION POUR L'AFRIQUE
- ÉTUDIANTS SUR LE TERRAIN - MICROPROJETS : LES PREMIERS PAS DE LA RÉHABILITATION DE L'HÔPITAL JASON SENDWE À LUBUMBASHI
- 50 ANS DE COOPÉRATION ENTRE LE CONGO ET LA BELGIQUE : QUEL BILAN ? SYMPOSIUM « UNIVERSITÉS BELGES ET CONGOLAISES : QUELLES RESPONSABILITÉS, QUELS DÉFIS ? »
- CUI : INAUGURATION DE LA BIBLIOTHÈQUE EN OPEN ACCESS AU CENTRE FOR INFORMATION AND LIBRARY DE L'UNIVERSITÉ AGRONOMIQUE N°1 DE HANOÏ
- OUVERTURE : LE CENTRE UNIVERSITAIRE DE COOPÉRATION INTERNATIONALE AU DÉVELOPPEMENT DE LAS PALMAS, GRAN CANARIA, ESPAGNE
- NOUVELLES ET PUBLICATIONS

échosud (13)

É D I T O R I A L LA CUD ET LA RDC À LA CROISÉE DES CHEMINS

Fidèles à leurs amis de longue date, les universités belges ont été les premières à reprendre leurs actions de coopération en RDC. Les moyens humains et financiers ont crû, depuis, pour faire de la RDC le partenaire universitaire le plus important de la CUD. À l'aube de cette année 2007, ce pays se trouve, après des crises et des conflits profonds, face à des perspectives de développement réelles mais aussi devant des interrogations majeures sur sa capacité à enclencher un processus de reconstruction cohérent, pertinent et surtout efficace, ainsi que sur la manière de réussir cette gageure. Il est assez largement admis que les universités congolaises, qui sont restées actives pendant ces décennies de crise, joueront un rôle clé dans ce processus. L'ampleur du « chantier » donne donc une dimension toute particulière à notre coopération universitaire avec la RDC; elle pose également aux partenaires universitaires d'aujourd'hui des interrogations sur la durabilité et sur l'impact de leurs collaborations futures.

La relève académique est sans aucun doute l'enjeu majeur des universités congolaises. Nos partenariats institutionnels sont en mesure d'identifier et de mettre en œuvre des solutions innovantes, assurant rapidement la mise à disposition des universités de jeunes enseignants bien formés, motivés et contribuant à la création d'une dynamique scientifique locale. Mais l'implication de ces jeunes académiques dans des institutions congolaises ne sera garantie que si des procédures de nomination, de rémunération et de promotion professionnelles ainsi que des infrastructures d'enseignement et de recherche satisfaisantes leur sont offertes.

Dans le domaine de la santé, plus spécifiquement, la formation des médecins est un enjeu majeur pour l'amélioration de la prise en

charge des patients qui ne peut être liée à la seule réorganisation des systèmes de santé. Sans la réhabilitation, au sein de ces systèmes, d'hôpitaux présentant un niveau technologique approprié pour assurer la formation pratique des médecins et une recherche clinique de qualité, nos efforts et nos investissements dans la formation intellectuelle de ces futurs médecins risquent d'être vains voire contreproductifs.

Les potentialités économiques de la RDC, dans le secteur minier notamment, sont énormes. Les besoins de R&D et d'expertise des entreprises qui vont y investir sont en mesure d'être rencontrés par les universités qui ont anticipé cette demande en se renforçant au travers de leurs coopérations récentes, avec la CUD notamment. La rencontre de cette demande et de cette offre ne pourra se faire que si les universités congolaises sont effectivement reconnues par leurs instances comme des opérateurs de recherche fiables et de qualité.

Aujourd'hui, les universités congolaises sont confrontées à des problèmes structurels et institutionnels dont la nature et l'importance dépassent le mandat et les moyens de la coopération universitaire. Ils doivent donc être pris en compte par des programmes plus larges que ceux de la CUD. La CUD pourra-t-elle relever ce défi et remettre en question ses propres modes de fonctionnement? Aura-t-elle la réactivité nécessaire pour lui permettre de se positionner, de travailler de concert avec d'autres acteurs de la coopération et de s'associer à des politiques de développement plus larges, mieux financées, mais aussi soumises à des priorités qui ne rencontrent pas nécessairement les aspirations de nos communautés universitaires? L'année 2007 s'annonce passionnante à bien des égards...

Thierry de WAHA, UCL
Pierre DEGÉE, ULg
Roland POCHET, ULB
Marcel RÉMON, FUNDP

Gestionnaires et coordonnateurs belges
 CUI - UNILU & UNIKIN



Commission Universitaire pour le Développement

Faculté polytechnique de Mons / Faculté universitaire des Sciences agronomiques de Gembloux / Facultés universitaires catholiques de Mons / Facultés universitaires Notre-Dame de la Paix à Namur / Facultés universitaires Saint-Louis à Bruxelles / Université catholique de Louvain / Université libre de Bruxelles / Université de Liège / Université de Mons-Hainaut

Projet PIC « Études chimiques, nutritionnelles et technologiques sur des antioxydants naturels issus de végétaux amazoniens »

La recherche appliquée dans le cadre d'un projet PIC relève le défi de sélectionner, dans les forêts secondaires d'Amazonie, des plantes intéressantes pour la préparation d'extraits riches en antioxydants de nature polyphénolique. Leur caractérisation et leur valorisation devrait contribuer à la sédentarisation des petits producteurs et offrir de nouveaux produits riches en antioxydants à la population brésilienne et au marché international.

La déforestation en Amazonie: un paradoxe

L'Amazonie couvre plus de sept millions de km² dont 71,6% se trouvent au Brésil. L'économie de cette région se base sur l'extraction de minerais, de produits végétaux et sur l'élevage extensif. Malgré les multiples évidences de l'importance des forêts tropicales sur les équilibres climatiques et la découverte de nouvelles substances actives, la déforestation en Amazonie engendre un défrichage annuel de 19 000 km² (62% du territoire belge) et ce taux a tendance à augmenter depuis 2001.

La construction d'un développement durable en Amazonie passe par la valorisation rationnelle de ses ressources naturelles, principalement celles originaires de l'extratisme et de l'agriculture familiale.

Le défi est de taille car, malgré les apparences, la majeure partie (80%) des terres amazoniennes sont pauvres en nutriments et parce qu'environ 30% de la surface totale de la forêt tropicale amazonienne est recouverte par des forêts secondaires, de biodiversité bien moindre, mais qu'il serait beaucoup plus aisé d'exploiter.

Les antioxydants: un marché en pleine expansion

Avec le vieillissement de nos sociétés, certaines maladies comme le cancer et les maladies cardio-vasculaires se sont fortement répandues et appellent des mesures préventives. Il est actuellement bien établi que les radicaux libres sont des substances potentiellement nocives qui peuvent jouer un rôle prépondérant sur le vieillissement cellulaire, le développement de cancers et l'athérosclérose. Les antioxydants sont des substances capables de neutraliser ces radicaux libres et leur utilisation se développe de plus en plus pour prévenir ces maladies. Les composés alimentaires présentant des propriétés antioxydantes comme les vitamines C et E, le β -carotène et les polyphénols connaissent un intérêt croissant. Les composés phénoliques forment un ensemble de molécules très largement répandues dans le règne végétal. Beaucoup de produits de notre alimentation quotidienne en contiennent: le chocolat, le thé vert, le vin rouge et plusieurs fruits comme la grenade, la pomme, les myrtilles, les mûres, etc. Le marché des antioxydants croît de 35% par an et apporte une haute valeur ajoutée aux matières premières qui en contiennent de grandes quantités.

Douze années de partenariat avec l'UFPA

Depuis 1994, l'Unité de Biochimie de la Nutrition de l'Université catholique de Louvain (UCL) entretient des contacts étroits avec le Département d'Ingénierie chimique et alimentaire de l'Université fédérale du Pará (UFPA, Belém, Amazonie bré-

silienne). Par le biais d'un projet européen, l'équipe belgo-brésilienne a notamment étudié la valorisation des fruits d'açaï (*Euterpe oleracea*). Très riches en antioxydants, ceux-ci n'étaient consommés que localement à l'époque mais sont exportés, en 2006, à raison de 58 000 tonnes vers les autres régions du Brésil et de 9 000 tonnes vers d'autres pays (principalement les États-Unis). Dans ce cas, une étude de la valeur nutritionnelle du jus de ces fruits et des améliorations significatives des technologies de conservation ont permis son entrée massive sur le marché.

Dans ce contexte, l'équipe s'est donné un nouveau défi au niveau de la recherche appliquée: sélectionner, dans les forêts secondaires amazoniennes, des plantes particulièrement intéressantes pour la préparation d'extraits riches en antioxydants de nature polyphénolique. La caractérisation et la valorisation de ces plantes, jusqu'alors sans valeur financière, pourrait contribuer à la sédentarisation des petits producteurs sur leur terre et offrirait de nouveaux produits riches en antioxydants à la population brésilienne et au marché international.

Ce travail a compté, outre les deux partenaires déjà mentionnés, la participation des Facultés universitaires Notre-Dame de la Paix (FUNDP, Namur), de la Faculté universitaire des Sciences agronomiques de Gembloux (FSAGx), du Centre wallon de Recherches agronomiques (CRA-W) et de l'Université de Gand. Le financement a été octroyé dans le cadre d'un Projet interuniversitaire ciblé (PIC) de coopération scientifique, intitulé « Études chimiques, nutritionnelles et technologiques sur des antioxydants naturels issus de végétaux amazoniens » (mai 2002-octobre 2006). Le projet s'est articulé autour de pôles d'action complémentaires:

LE PÔLE D'ACTIONS DE RECHERCHE

L'objectif de ce pôle d'actions consistait à « mettre au point des procédés d'exploitation d'antioxydants, extraits de végétaux produits en Amazonie, soutenables écologiquement et socio-économiquement et adaptés à une production micro-industrielle ». Pour ce faire, des fonds d'investissement de ce projet ont été utilisés pour l'achat de trois équipements indispensables au déroulement des actions: un fluorimètre, un lyophilisateur et un chromatographe liquide HPLC.

Une banque de données reprenant 350 plantes a été constituée par l'équipe locale. Ensuite, une étude plus approfondie a été réalisée sur 38 plantes afin d'évaluer leur potentiel antioxydant et leur teneur en polyphénols. À partir des résultats, les quatre sources suivantes ont été retenues: le jus des fruits d'açaï, les feuilles de *Byrsonima crassifolia*, d'*Inga edulis* et de *Davilla kunthii*.

Le développement d'extraits concentrés en polyphénols à partir de ces matières premières a occupé plus de la moitié de la durée du projet. En effet, de nombreuses étapes sont nécessaires pour l'obtention d'un extrait en poudre conte-



Les 4 sources polyphénoliques étudiées: le jus des fruits d'açaï (*Euterpe oleracea*), les feuilles de *Byrsonima crassifolia*, d'*Inga edulis* et de *Davilla kunthii*.

Hervé ROGEZ
Professeur à l'Universidade Federal do Pará, Belém, Brésil
frutas@amazon.com.br

Yvan LARONDELLE
Professeur à l'UCL,
larondelle@bnut.ucl.ac.be



Hervé Rogez lors d'une réunion de la coopérative locale



Acayer

nant, au moins, 20% de polyphénols. Les étapes suivantes ont dû être optimisées une à une et pour chaque matière première: le séchage des feuilles, le broyage, l'extraction par des solvants organiques, la concentration, la purification, le séchage final, le conditionnement et l'optimisation des conditions de stockage. Chacune de ces étapes a été étudiée en utilisant des technologies relativement simples et facilement transposables dans des micro ou petites entreprises locales; de plus, des tests pilotes ont été réalisés pour adapter les résultats des recherches obtenues en laboratoire aux réalités de terrain.

L'identification partielle des principaux antioxydants présents dans trois des quatre extraits a été réalisée dans le cadre d'un partenariat impliquant notamment le CRA-W en Belgique et le département de chimie de l'université locale au Brésil. Parallèlement, des techniques de quantification rapide des polyphénols totaux et de leurs fractions ont été transposées de la Belgique vers le partenaire local, celui-ci devenant le premier au Brésil à développer une aussi large gamme d'analyses sur ce type de biomolécules.

Des tests de fonctionnalité ont été développés *in vitro* sur des constituants sanguins et des cellules en culture, mais aussi *in vivo* sur rats (extraits de feuilles) et sur êtres humains (jus d'açaï) avec le concours de trois partenaires belges et du partenaire universitaire local. Les études *in vitro* sur les trois extraits de feuilles ont montré que les extraits d'*Inga edulis* contenaient de hautes teneurs en polyphénols mais, surtout, présentaient un caractère antioxydant puissant dans tous les tests effectués, ce qui indique la présence de composés particulièrement efficaces, lesquels pourraient être ultérieurement utilisés à des fins nutritionnelles, médicinales ou autres.

Dans le cas de l'açaï, des résultats particulièrement intéressants ont également été obtenus puisque nous avons pu montrer que l'ingestion quotidienne de 300ml de jus d'açaï a un impact positif très significatif sur la réduction de l'oxydabilité des lipoprotéines LDL et a tendance à augmenter la capacité antioxydante du plasma, ce qui va clairement dans le sens d'un effet protecteur envers les maladies cardio-vasculaires.

LE PÔLE D'ACTIONS D'APPUI À LA FORMATION

Une priorité du projet a été de renforcer l'équipe locale en ingénierie alimentaire au sein de l'Université fédérale du Pará par le biais de la formation, de la recherche et de collaborations avec des laboratoires belges. Les actions menées à terme ont été la réalisation de:

- deux doctorats (sandwich) en sciences agronomiques et ingénierie biologique et d'un diplôme d'études complémentaires en biologie cellulaire par des étudiants brésiliens au sein de l'UCL et des FUNDP, respectivement;

- huit cours et séminaires de 15 à 30 heures dispensés chez le partenaire local sur des thèmes de pointe en sciences et technologie des aliments pour renforcer la formation des étudiants et des professeurs désirant se recycler;
- sept stages de courte durée au sein des laboratoires belges, par des étudiants de troisième cycle et des professeurs de l'UFPA.

Des actions visant le long terme

Un objectif prioritaire du projet PIC était de consolider l'équipe de recherche locale pour le long terme et de garantir une contribution effective des résultats de la recherche à la construction d'un développement durable. Les actions entreprises dans ce sens ont été les suivantes:

- Sept publications associant des partenaires belges et brésiliens ont déjà été acceptées par des revues internationales et 25 travaux ont été présentés dans des congrès nationaux et internationaux. Grâce à l'augmentation du nombre de publications du partenaire local, celui-ci va pouvoir lancer un Doctorat en Sciences et Technologie des Aliments au début de l'année 2008;
- Une page Internet en langue portugaise reprenant le programme de 3^e cycle du partenaire local, les analyses spécifiques qu'il développe, les principaux résultats obtenus dans le cadre du projet, etc. est tenue à jour et permet au groupe de sortir de son isolement géographique;
- Un livre rassemblant l'ensemble des connaissances acquises sur l'açaï est en cours de rédaction et aura un tirage en langues portugaise et anglaise;
- Un séminaire annuel de synthèse s'est tenu chez le partenaire local, avec des représentants du secteur industriel et des ONG pour sélectionner les matières premières en consensus avec les petits agriculteurs (en 2003), accompagner le projet, et garantir le transfert des données technologiques vers les utilisateurs micro-industriels. Actuellement, une coopérative et une micro-entreprise se sont lancées dans la production de concentrés d'antioxydants et ont l'ambition d'entrer sur le marché international en 2007;
- Des contacts réguliers entre chercheurs locaux et acteurs économiques de terrain ont permis l'encadrement du secteur productif dans l'implantation de ses activités agro-industrielles.

Le projet PIC sur les antioxydants naturels issus de végétaux amazoniens a ainsi largement contribué à la construction d'un partenariat entre scientifiques et acteurs économiques dont la pérennité facilitera la mise en place d'un développement local durable basé notamment sur la valorisation soutenable des produits extraits de la diversité amazonienne.

PROJETS PIC

LES PROJETS INTERUNIVERSITAIRES CIBLÉS (PIC) SONT DES PROJETS DE RECHERCHE STRATÉGIQUE ET DE TRANSFERT DE CONNAISSANCES AU PROFIT DES POPULATIONS DANS LES PAYS DU SUD. LES PROJETS SONT D'UNE DURÉE DE TROIS À CINQ ANS. ACTUELLEMENT, 75 PROJETS SONT EN COURS DANS 25 PAYS DIFFÉRENTS.

➤ Pour en savoir plus:
www.acai.br (en portugais)

Françoise Orban-Ferauge

Ma motivation ? Elle est toute simple : impliquer les étudiants au maximum. Ce qui a changé ma vie c'est d'avoir passé deux mois en Inde, alors, pour les étudiants, c'est pareil. On entend souvent l'expression : « si vous le lisez, vous savez que ça existe ; si vous le voyez, vous le croyez ; mais c'est seulement si vous le vivez que vous le comprenez ».

échosud : Vous êtes docteur en géographie. Vous destiniez-vous à une carrière notamment tournée vers la coopération ?

Au départ, non. Je me destinais à une carrière d'enseignante. Ma sensibilité a pourtant toujours été tournée vers le Sud : ma mère travaillait dans les quartiers défavorisés de Charleroi et j'ai toujours été éduquée face aux besoins des marginalisés. C'est une sensibilité de famille mais je ne me destinais pas du tout à cela.

En 1989, la FUCID m'a demandé d'accompagner un groupe d'étudiants en Inde. Je me suis dit : « pourquoi pas ? ». J'avais toujours eu envie de découvrir l'Inde. Le séjour a duré deux mois et j'en suis revenue complètement transformée. C'était ma première visite dans un pays du Sud, mon premier « choc » et j'ai donc commencé par faire passer ma lecture de l'Inde dans mon enseignement.

échosud : Vous travaillez beaucoup aux Philippines... Qu'est-ce qui vous a amenée là-bas ?

Je partais en Australie pour un congrès scientifique. Comme j'apprécie la découverte, je m'arrange toujours pour prendre une ligne aérienne qui fait escale là où je n'ai jamais mis les pieds. Celle qui me conduisait en Australie m'a donné l'occasion de découvrir Manille durant un week-end. Le Recteur des FUNDP m'avait alors confié une enveloppe pour un jésuite de l'Ateneo de Manille. Je suis donc allée le voir et j'ai découvert avec surprise qu'il était géographe et que son équipe travaillait à la défense du droit des indigènes à l'accès à leur terres. Comme moi, son équipe et lui classaient des images de télédétection et rencontraient à l'époque un problème en ce sens que les algorithmes disponibles sur le marché ne leur donnaient pas entière satisfaction. Je lui ai donc fait part du projet que nous menions avec le département de mathématique de Namur afin de mettre au point un nouvel algorithme pour classer les images difficiles en territoires accidentés. L'histoire a commencé comme ça, par hasard, autour d'une tasse de café partagée avec Pedro Walpole, notre partenaire principal depuis plus de 15 ans !

Nous avons alors monté ensemble un premier projet, financé par la CUD, consacré à la transposition à un environnement tropical à topographie accidentée d'un algorithme qui avait fait ses preuves en Europe⁽¹⁾.

échosud : Ce projet est aujourd'hui terminé. Quels en sont pour vous les résultats les plus marquants ?

Malgré sa qualité, l'algorithme n'a pas fait de miracles. Mais là où le miracle s'est produit, c'est dans la formation des scientifiques qui ont mis en place un laboratoire de SIG et de classification d'images reconnu. C'est pour moi une réussite magnifique.

échosud : Ce projet a tellement bien fonctionné que vous en avez introduit un second à la CUD⁽²⁾, toujours aux Philippines...

Pedro Walpole m'a en effet fait comprendre que puisque nous avons obtenu de bons résultats et mis en place une équipe en force, il pourrait être avantageux d'étendre les recherches à d'autres institutions aux Philippines mais aussi à un problème environnemental plus large et crucial : la gestion des ressources en eau.

échosud : En novembre dernier, vous avez obtenu au Chili un award lors d'une conférence internationale intitulée « A tool for reducing Poverty » pour la présentation d'un cas d'application lié à ce projet. Pouvez-vous nous expliquer en quoi cartographie informatisée rime avec réduction de la pauvreté ?

Je n'ai pas le profil de celle qui s'intéresse à la science pour la science. J'ai toujours voulu une science qui serve une cause sociale. Quand Pedro Walpole a proposé que nous travaillions ensemble, j'ai accepté uniquement parce que leurs recherches ambitionnaient de faciliter aux indigènes l'accès à leurs terres. Le cas présenté au Chili, portait sur l'application, en partenariat avec les autorités locales de Bacolod, de l'outil cartographique dans le cadre de la réhabilitation de décharges municipales. Implantées n'importe où, celles-ci polluent les eaux et causent beaucoup de dommages aux populations les plus pauvres. C'est ça, l'idée d'un outil pour réduire la pauvreté, ou, si vous préférez, la marginalité.

échosud : Justement, avez-vous le sentiment que l'Université peut avoir une influence sur les décisions politiques ?

Je suis convaincue que oui, sans quoi mon travail n'a plus de sens. Bien sûr, nos rêves sont très hauts et les réalisations le sont souvent un peu moins. L'Université peut jouer ce rôle à la condition toutefois d'inclure les populations concernées et les politiques dans le partenariat dès le début. Si vous faites votre travail et que vous proposez votre rapport aux politiques lorsque vous avez terminé, il est déjà trop tard. Inclure les autorités dès le départ, ça ralentit, ça pose parfois problème, mais, au moins, on pousse leur porte et il leur est alors impossible de refuser d'implémenter certaines de nos propositions.

échosud : Vous travaillez parallèlement à des projets en Belgique. Diriez-vous que votre travail au Sud apporte une plus-value à vos recherches au Nord ?

C'est impossible autrement. Après mon voyage en Inde, mon approche a changé et j'ai, ici, toujours mis l'accent sur la nécessité d'une plus grande participation. En Belgique, on a trop tendance à croire qu'on fait du participatif quand on fait de la



Françoise Orban-Ferauge lors d'une réunion consacrée au microprojet étudiants. On aperçoit, sur la table, les sacs réalisés par les communautés locales à partir de tetra packs recyclés

Françoise ORBAN

Professeur aux FUNDP,
Directeur permanent du
Département de Géographie,
Laboratoire interdisciplinaire de
Géométrie statistique appliquée à
la Télédétection
francoise.orban@fundp.ac.be



Signature de la convention relative au projet PIC
« Renforcement des capacités locales pour une
gestion participative des ressources en eau aux
Philippines »



consultation. Aux Philippines et en Afrique, j'ai découvert que la participation, en somme, c'est le dialogue.

Le point culminant a été atteint le jour où nous avons présenté à la Ville et aux Dinantois les résultats de l'un de nos projets participatifs mené aux Philippines, en partenariat avec Dinant. L'assistance a alors interpellé le maire, Richard Fourneau, et lui a demandé pourquoi aller faire de la participation aux Philippines alors qu'elle n'était pas même mise en pratique à Dinant? Il faut dire que ça a changé Dinant: la vision des cartographes de la Ville est aujourd'hui essentiellement tournée vers la participation des citoyens. Finalement, c'est aussi un peu grâce aux projets de la CUD!

échosud: Votre approche pédagogique est, elle aussi, participative. Vous êtes promotrice d'un microprojet étudiants aux Philippines⁽¹⁾. Vous nous en dites plus sur vos motivations?

Étant donné le contenu de mon cours, je me trouve souvent face à des étudiants soucieux de savoir comment ils peuvent agir à leur niveau. Lorsque l'offre m'est parvenue de la CUD, je leur en ai fait part, tout en soulignant les critères: imaginer un microprojet local qui aide à améliorer le quotidien des populations marginalisées et qui soit lié à un projet CUD existant. Dans notre cas, il fallait mettre sur pieds un microprojet avec un volet cartographique. Les partenaires se sont immédiatement montrés intéressés: l'ONG locale travaillait dans la communauté que les étudiants voulaient aider et, pour l'université, le microprojet apportait une application supplémentaire en cartographie et représentait donc une plus-value pour le projet PIC. Ma motivation? Elle est toute simple: impliquer les étudiants au maximum. Ce qui a changé ma vie c'est d'avoir passé deux mois en Inde, alors, pour les étudiants, c'est pareil. On entend souvent l'expression: «si vous le lisez, vous savez que ça existe; si vous le voyez, vous le croyez; mais c'est seulement si vous le vivez que vous le comprenez»...

échosud: Ce projet concerne la mise en place d'une micro-entreprise produisant des sacs réalisés à partir de tetra packs recyclés. Comment en êtes-vous arrivée à vous intéresser au recyclage des déchets?

À la fin des années 1990, avec la CUD, nous avons démarré aux Philippines avec des projets en forêt. Avec des projets européens, nous sommes passés en ville. Nous avons alors été frappés par le fait que la population des bidonvilles avait un savoir-faire agricole et ne demandait qu'à cultiver un petit lopin de terre pour s'en sortir. Nous nous sommes vite dits que la cartographie se trouvait au cœur du problème: il fallait d'abord cartographier les espaces vides, les propriétaires de ces espaces, la fertilité, les zones inondables,... Une fois qu'on dispose de toutes ces couches, on peut alors proposer, avec l'aide du politique et des communautés locales, quelques parcelles à la mise en culture.

Après deux ou trois ans de culture, nous avons été confrontés au problème de l'appauvrissement des sols. Les partenaires agronomes ont alors mis en évidence que 60 à 70% des déchets brûlés à la décharge étaient compostables. Si on ajoute à ce constat que des familles entières vivent sur ces décharges et qu'un travail sur celles-ci pouvait aider à résoudre le problème... ma corde sensible était touchée. Nous

nous sommes assis autour de la table pour savoir comment allier cartographie, agronomie et compost. Résultat: nous cartographions les décharges, les pollutions des nappes, la localisation des communautés les plus touchées et de celles qui sont partantes pour s'associer au projet. Nous allons évidemment aussi chercher la Ville de Bacolod avant de commencer et nous lui disons ceci: «si vos déchets sont triés, on retire 60% de compostable». Si, en plus, vous lui faites savoir que de ces 40%, il est encore possible de retirer 20% de recyclable, là, elle met des camions à votre disposition, gratuitement!

échosud: Et les sacs du microprojet dans tout ça?

Dans cette communauté de Bacolod, des mamans m'ont un jour présenté les sacs qu'elles fabriquaient à partir de tetra packs. Leur projet m'a semblé hautement qualitatif et intéressant en termes de marché. N'étant pas experte en sciences économiques, je suis allée à la rencontre de l'un de mes collègues spécialisé en géomarketing qui a envoyé deux étudiants sur place, dans le cadre d'un mémoire de fin d'études. C'était il y a deux ans. À leur retour, ils ont décroché un petit marché avec Amnesty International. J'étais cependant convaincue qu'il fallait quelque chose de plus durable. J'en ai alors fait part à mes étudiants et certains d'entre eux étaient partants pour un microprojet dont l'objectif était d'aider ces femmes à lancer une entreprise, dans la durabilité. Parce que Françoise Orban qui ramène 50 sacs au retour de chaque mission, ça fait tout au plus une opération de Noël dans le Collège de mon mari. Nous voulions voir plus loin, rêver plus haut!

échosud: Quels seraient selon vous les défis de la CUD pour les années à venir?

Plus qu'un défi, j'aurais peut-être tout d'abord une petite recommandation concrète à faire. Je n'ai d'expérience que de projets PIC et, dans ce contexte, l'une des grandes difficultés est le maintien du niveau des personnes formées. On pourrait par exemple imaginer la mise en place d'une bourse de formation continuée au profit ceux qui ont été diplômés dans le cadre des projets de court terme.

En matière de défi à long terme, je dirais que, même si la coopération belge et la CUD se recentrent sur l'Afrique, il ne faut pas perdre de vue la nécessité de partager ses ressources. Essayer de se centrer sur les plus en besoin sans oublier ceux qui ont démarré, les émergents actuels, en Asie du Sud-Est et en Amérique latine, et qui, probablement dans un moyen terme, lorsque nous nous serons écroulés, seront ceux qui pourront prendre le relais et aider ceux qui en auront encore besoin.

échosud: Enfin, Françoise Orban, la coopération ça change une femme?

C'est simple, je n'ai qu'à vous faire part du débriefing de mes enfants: «maman, après dix ans de travail aux Philippines, tu n'es plus la même: plus tolérante, plus à l'écoute, plus ouverte». Quant à mes étudiants, ils m'ont souvent dit que, si ils ne se souvenaient que vaguement de ce que j'avais enseigné, mon message, lui, ils l'avaient pas oublié.

UNE FEMME, UNE VOCATION

DANS CHAQUE NUMÉRO,
NOUS VOUS PRÉSENTONS UNE
ENTREVUE AVEC UNE PERSON-
NALITÉ DE LA COMMUNAUTÉ
UNIVERSITAIRE FRANCOPHONE
DE BELGIQUE, QUI MARQUE LES
TRAVAUX DE LA CUD PAR SON
ENGAGEMENT DANS LA COOPÉ-
RATION AU DÉVELOPPEMENT.

(1) Projet PIC « Validation de cartes indigènes d'occupation et d'exploitation forestières par l'imagerie satellitaire classifiée finement en vue de l'intégration du savoir des communautés dans la planification gouvernementale par la promotion d'un dialogue » (2000-2003, FUNDP - Ateneo de Manilla).

(2) Projet PIC « Renforcement des capacités locales pour une gestion participative des ressources en eau aux Philippines » (2005-2008, FUNDP - Ateneo de Manilla - Université Saint-La-Salle de Bacolod).

(3) Microprojet étudiants « Action de soutien à la mise en place d'une micro-entreprise dans le cadre de la sensibilisation des étudiants universitaires à une gestion durable de l'environnement » (2007, FUNDP - Université Saint-La-Salle de Bacolod - ONG Balayan).

La coopération universitaire belge au développement: un modèle de coopération pour l'Afrique

L'appréciation de la coopération entre le Nord et le Sud suscite généralement beaucoup de controverses et certains y voient même un simple jeu de dupes dont se servent les pays riches pour continuer à dominer ou à exploiter les pays pauvres. Loin de vouloir trancher le débat, Jean Wakam livre ici le témoignage personnel d'une expérience exemplaire de coopération entre l'Institut de Démographie de l'UCL en Belgique et l'Institut de Formation et de Recherches démographiques de Yaoundé au Cameroun.

L'IFORD

L'Institut de Formation et de Recherches démographiques (IFORD) est un institut régional africain créé en 1972 par un accord entre les Nations unies et le Cameroun où il est localisé. Il dessert l'ensemble des pays francophones d'Afrique mais il est également sollicité par des pays non africains comme Haïti et des pays non francophones comme le Cap Vert (pays lusophone) ou la Guinée équatoriale (pays hispanophone) qui a demandé et obtenu d'en devenir membre du Conseil d'Administration. Celui-ci regroupe l'ensemble des pays membres et est actuellement présidé par le Burkina Faso en la personne de son Ministre en charge de l'Économie et du Développement.

La mission assignée à l'IFORD se décline en trois axes principaux: la formation, la recherche et l'assistance technique aux pays membres. Il recrute les étudiants au niveau de la licence et délivre actuellement trois diplômes: une Maîtrise professionnelle en Démographie (MPD), un Diplôme d'Études supérieures spécialisées en Démographie (DESSD) et un doctorat en démographie. Sur le plan académique, il est rattaché à l'Université de Yaoundé II et ses liens avec l'Institut de Démographie (ID) de l'UCL sont d'autant plus intenses et amicaux que près de la moitié de ses enseignants en sont diplômés ainsi que deux de ses anciens directeurs (Daniel Sala-Diakanda et Akoto Eliwo Mandjale).

La coopération IFORD- Institut de Démographie

La coopération entre l'IFORD et l'ID de l'UCL date du début des années 1980. Elle a vu le jour notamment avec les missions d'enseignement des Prof. Hubert Gérard (ancien Président de l'ID et ancien Doyen de la Faculté ESPO) et Eric Vilquin (ancien Président de l'ID) – missions dont j'ai d'ailleurs personnellement bénéficié en tant qu'étudiant de l'IFORD, durant l'année académique 1981-82 – et a été formalisée en 1998 par un accord signé par les recteurs des universités de rattachement des deux institutions.

En 2001, elle a été renforcée par la signature d'une convention de coopération pour le «renforcement du programme de doctorat en population et développement de l'IFORD»

sous l'impulsion et la coordination du Prof. Michel Loriaux. Ce projet, introduit par l'UCL au Conseil interuniversitaire de la Communauté française (CIUF) comme «Projet d'initiatives propres d'institutions universitaires (PIP) en matière de coopération et développement», a bénéficié d'un financement de plus de 280 000 euros sur cinq ans. Il a permis notamment

- (1) l'octroi de bourses d'études à des doctorants de l'IFORD ainsi que la prise en charge de leurs séjours ponctuels de recherche à l'UCL et dans les institutions partenaires;
- (2) le renforcement de l'équipe d'encadrement par des missions d'enseignement et d'encadrement (co-direction des thèses) des enseignants de l'UCL à l'IFORD;
- (3) l'amélioration de l'équipement local (renforcement du parc informatique, appui à la connexion et à l'accès au réseau Internet, renforcement du centre de documentation, soutien aux publications, etc.);
- (4) le perfectionnement de l'équipe d'encadrement de l'IFORD par l'octroi des bourses de recherche ou de recyclage de courte durée à l'UCL;
- (5) la prise en charge des enseignants et des doctorants de l'IFORD pour participer à des séminaires internationaux en Afrique ou en Europe.

Mon intégration dans le programme de stage en Santé de la Reproduction

La coopération IFORD-ID s'est également renforcée à travers le programme de stage en Santé de la Reproduction (dite «école d'été en Santé de la Reproduction») financé par la CUD et organisé annuellement en Belgique par l'Institut de Démographie de l'UCL depuis 1999, en collaboration avec l'IFORD et le Centre Population et Développement (CEPED, France), sous l'impulsion et la coordination des Prof. Dominique Tabutin et Catherine Gourbin.

Je suis associé à cette école d'été depuis pratiquement sa création. J'y participe en tant qu'enseignant (Cadres explicatifs de la fécondité dans les pays du Sud) et en tant qu'encadreur des travaux de fin de stage sur l'analyse des données d'enquête. Je séjourne à cet effet à l'ID de cinq à sept semaines pendant les vacances d'été, de la fin du mois de juillet au début du mois de septembre.

■ **Jean WAKAM**

Enseignant-Chercheur à l'IFORD,
Yaoundé, Cameroun
jwakam@yahoo.fr



De gauche à droite: Jean Wakam, William Molmy, Secrétaire général du CEPED, et le Prof. Dominique Tabutin, Institut de Démographie de l'UCL, responsable académique du stage en Santé de la Reproduction

Mon implication à l'ID va au-delà de l'école d'été: participation au jury de thèses de doctorat et à l'encadrement de mémoires de DEA et participation à la gestion du projet PIP de «renforcement du programme de doctorat en population et développement de l'IFORD» dont j'assure le suivi au niveau de l'IFORD en tant que Chargé du Secrétariat de la coopération entre l'IFORD et l'UCL.

Ce séjour en fin d'année académique, bien que souvent harassant sur le plan professionnel, est toujours très chaleureux et très épanouissant sur le plan humain. Mon intégration dans ce programme de stage – et plus généralement à l'ID – a été en effet relativement facile. Je m'y suis toujours senti à la maison (pour ne pas dire en famille), maison que je connais et visite régulièrement depuis plus de 20 ans: non seulement je suis un ancien étudiant et docteur en démographie de l'ID mais j'y ai séjourné (ou l'ai visité) pratiquement chaque année de 1996 à 2006, soit dans le cadre de l'école d'été, soit pour participer à la Chaire Quetelet qu'il organise également annuellement.

En fait, mieux qu'une simple intégration, il s'agit d'une amitié, qui s'est construite et qui s'est renforcée au fil des ans avec les membres de l'Institut.



Jean Wakam entouré de plusieurs membres de l'Institut de Démographie de l'UCL lors d'un dîner offert à la fin du stage en Santé de la Reproduction

Mon appréciation très positive et mes remerciements

L'expérience que j'ai pu avoir de la coopération universitaire belge au développement depuis plus de 20 ans via l'Institut de Démographie de l'UCL, tant en qualité d'étudiant boursier de l'AGCD (Agence générale de la Coopération au Développement, 1985-1987 et 1990-1992), qu'en tant que Chargé du Secrétariat de la coopération entre l'IFORD et l'UCL ou qu'en tant qu'enseignant et encadreur du stage en Santé de la Reproduction financé par la CUD, m'amène à dire qu'elle constitue certainement un modèle de coopération pour le développement de l'Afrique. Et les bénéficiaires, tant l'IFORD que les stagiaires, ne me démentiront pas. Elle m'a en tout cas donné l'occasion de rencontrer des gens merveilleux, humbles, ouverts aux autres, pleins d'abnégation et de générosité et même parfois plus pro-africains que de nombreux Africains mêmes. Aussi voudrais-je ici exprimer une fois de plus mes sincères et profonds remerciements:

- aux responsables de l'UCL et de la CUD et à tous les acteurs de la coopération universitaire belge au développement, y compris ceux de l'Ambassade de Belgique au Cameroun;
- au Prof. Hubert Gérard qui m'a fait connaître, aimer et «intégrer» la coopération universitaire belge;
- à mes anciens encadreurs de l'AGCD, tout particulièrement à Mme Detournay;
- au Prof. Michel Loriaux, UCL, figure emblématique de la lutte pour un développement humain et solidaire;
- aux Prof. Dominique Tabutin et Catherine Gourbin, UCL qui m'ont fait confiance et ont facilité mon intégration dans l'école d'été en Santé de la Reproduction;
- à tous les autres membres de l'Institut de Démographie de l'UCL, en particulier aux Prof. Guillaume Wunsh, Josiane Duchêne, Godelieve Masuy-Stroobant, Françoise Bartiaux et Christophe Vandeschrick, pour leur amitié et leur accueil toujours des plus chaleureux...

Merci à tous d'avoir accepté ou toléré mon esprit trop indépendant, critique, indocile voire iconoclaste. Merci de m'avoir laissé être ou d'avoir supporté que je puisse être et m'exprimer tel que je suis.

C S I

LES COURS ET STAGES INTERNATIONAUX PROPOSENT À DES RESSORTISSANTS DES PAYS EN DÉVELOPPEMENT DES MODULES DE FORMATION SUR DES PROBLÈMES LIÉS AU DÉVELOPPEMENT. CHAQUE ANNÉE, LA CUD OFFRE DES BOURSES POUR LES COURS ET LES STAGES QU'ELLE SOUTIENT

Les premiers pas de la réhabilitation de l'hôpital Jason Sendwe à Lubumbashi

Confrontation de six étudiants de dernière année en médecine de l'ULB à la réalité médicale quotidienne d'un hôpital public de la deuxième plus grande ville de la République démocratique du Congo, pays actuellement sur le chemin de la reconstruction après 10 ans de guerre et 40 ans de dictature, le microprojet a été réalisé à l'initiative et sous l'égide du Professeur Roland Pochet, ULB. Il s'inscrit dans le cadre de la réhabilitation de l'hôpital général de référence du Katanga Jason Sendwe à Lubumbashi.

Les objectifs du microprojet

L'objectif principal du microprojet était d'avoir une vision de l'« intérieur » et d'une durée suffisante pour pouvoir rendre compte valablement du fonctionnement quotidien de l'hôpital. Cette enquête devait accumuler suffisamment de données objectives à verser au dossier « état d'avancement de la réhabilitation de l'hôpital Sendwe ». Des observations qui devaient aussi permettre à la Commission universitaire pour le Développement (CUD) de mieux appréhender la réalité et de l'aider à définir la stratégie et les actions à mettre en œuvre dans le cadre de son prochain plan quinquennal 2008-2012.

Pour nous, ce projet a consisté en un stage de six semaines dans cet hôpital afin d'acquérir des connaissances sur les pathologies tropicales et sur la pratique médicale dans un milieu pourvu de moyens limités. Il a nous permis également de rencontrer des hommes et des femmes différents en de nombreux aspects tant du point de vue culturel, que politique ou religieux.

Enfin, pour l'UNILU et l'ULB, notre projet marque la reprise d'une collaboration universitaire et réinstalle une tradition d'échanges entre les deux institutions.

Historique de l'hôpital

Construit en 1924 sous le nom de « Prince Léopold », l'hôpital général de référence du Katanga appartient alors à l'état. Constitué d'une structure pavillonnaire toujours fonctionnelle aujourd'hui, il est l'hôpital réservé à la population autochtone. À partir de 1956, sa gestion est remise à l'Université officielle du Congo et ce jusqu'en 1971.

À cette date, la Faculté de Médecine est transférée à Kinshasa. Les médecins et les enseignants migrent vers la capitale et la gestion de l'hôpital est alors confiée à la Gécamines (entreprise minière du Katanga). À la fin des années 1980, l'entreprise périclète doucement et la gestion de l'hôpital n'est plus une priorité. Le personnel n'est plus payé régulièrement et nombreux sont ceux qui, pour subvenir à leurs besoins, emportent le matériel de l'hôpital ou rançonnent les patients sans les soigner.

Le 20 septembre 2005, l'Université de Lubumbashi (UNILU) a repris la gestion de l'hôpital. Cette reprise est le résultat d'un long processus où, à la fois, le Gouvernement du Katanga, la Gécamines, l'UNILU, le Ministère de la Santé et la CUD

sont intervenus et ont finalement participé à l'élaboration de recommandations cosignées par tous les partenaires le 30 avril 2005.

Tout était à refaire :

- assainir le site, devenu un dépotoir à ciel ouvert ;
- expulser les personnes ayant élu domicile dans l'enceinte de l'hôpital ;
- sécuriser le site ;
- licencier le personnel non scrupuleux ;
- engager du personnel soignant, administratif et technique ;
- le former et le conscientiser au respect des règles de travail (pas de vente de service et de médicaments pour compte personnel, respect des horaires, arrêt des consultations privées des médecins,...) ;
- organiser une permanence infirmière et médicale ;
- organiser les urgences, les consultations dans les différents dispensaires ;
- mettre en place un système d'enregistrement des patients et une comptabilité fiable ;
- acheter du petit matériel indispensable (tensiomètres, thermomètres, 1 frigo pour la conservation du sang, 2 microscopes, moustiquaires imprégnées) ;
- réparer le matériel usagé restant avec les moyens du bord (lits, aspirations, bistouri électrique, cuisinières, ...) ;
- remettre en état l'infrastructure technique du bâtiment (distribution d'eau, système d'égouttage, réseau électrique).

Expérience sur le terrain

Nous sommes donc arrivés un an après la reprise de l'hôpital par l'université, au lendemain du premier tour des élections présidentielles. Nous avons effectué notre stage dans les services de gynéco-obstétrique, de pédiatrie et de médecine interne. Notre quotidien, partagé avec les étudiants de l'UNILU, a été rythmé par le suivi des patients hospitalisés, la rédaction et la présentation de séminaires dans le cadre d'échanges sur les pratiques médicales des deux pays et par nos permanences à l'hôpital, à raison de deux nuits par semaine.

Nous découvrons un hôpital d'à peu près 500 lits remis en état de fonctionnement au niveau de l'infrastructure. Malheureusement, il s'avère que le personnel est non seulement dépourvu de matériel médical de base (pas de tensio-



De haut en bas :
La maternité et le bâtiment
abritant la pharmacie et le service
de pédiatrie de l'hôpital



Giuseppe Caravella, la petite Vanessa et sa maman

mètre, pas d'aérosol, pas de matériel de réanimation adapté, pas de médicaments d'urgence, un laboratoire ne pouvant effectuer que très peu d'examens,...) mais qu'en outre, il manque souvent de compétence.

Nous sommes aussi confrontés à une autre réalité: «se soigner n'est pas une priorité, il faut d'abord manger». En effet, la population qui fréquente Sendwe est très démunie et ne vient souvent consulter que lorsque la maladie est déjà avancée et donc incurable et ce, malgré les prix les plus bas pratiqués à Lubumbashi. Nous nous sommes heurtés à une culture où la fatalité pousse les gens à accepter ce qui nous est apparu comme intolérable.

Conclusions

Ce stage nous a plongés au cœur d'une autre culture, en tous points différente de la nôtre. Au niveau de notre formation, il nous a permis d'aborder d'autres maladies telles que le paludisme, la drépanocytose, le VIH-SIDA, la fièvre typhoïde et d'être confrontés à une autre épidémiologie. Ce stage nous a donné l'occasion unique de pratiquer une multitude d'actes techniques (accouchements, ponctions lombaires,...).

Nous espérons que nos échanges avec les étudiants et le personnel médical lushois ont été aussi enrichissants pour eux qu'ils l'ont été pour nous.

Finalement, notre plus cher souhait est que d'autres étudiants belges aient l'opportunité de découvrir Lubumbashi et l'hôpital Jason Sendwe et que des étudiants lushois puissent venir en stage en Belgique. Ainsi se poursuivra le dialogue entre les deux communautés, pour une meilleure compréhension de l'autre.

■ Giuseppe CARAVELLA
 ■ Kristel MESTDAGH
 ■ Rina PARBHOO
 ■ Julien SABLON
 ■ Delphine SCORY
 ■ Chloé WYNDHAM-THOMAS

Étudiants à l'ULB

MICRO PROJETS ÉTUDIANTS

LES «MICROPROJETS
ÉTUDIANTS» SONT LA
CONCRÉTISATION D'UN PETIT
PROJET AU SUD, MENÉ EN
PARTENARIAT AVEC DES
ÉTUDIANTS DU PAYS EN
DÉVELOPPEMENT CHOISI ET
ENCADRÉ PAR UN RESPONSABLE
D'ACTIVITÉ CUI OU UN
PROMOTEUR PIC

➤ **Pour en savoir plus: le rapport complet des étudiants peut être téléchargé à l'adresse suivante:** www.cud.be/pdf/sendwe.pdf

➤ **L'appel à microprojets étudiants est lancé!**

La CUD a initié en 2006 l'action pilote «microprojets étudiants» dans l'objectif de sensibiliser des étudiants ou de jeunes chercheurs des universités francophones de Belgique à la coopération au développement par la concrétisation d'un petit projet au Sud, mené en partenariat avec des étudiants du pays choisi, et encadré par un responsable d'activité CUI ou un promoteur PIC.

L'expérience est renouvelée en 2007. Il est donc fait appel à de nouveaux projets candidats à un financement de la CUD.

Les personnes intéressées peuvent introduire leur candidature jusqu'au 23 février 2007 en complétant le formulaire disponible sur le site Internet de la CUD.

Plus d'informations sur le site Internet de la CUD:
www.cud.be
 rubrique News

50 ans de coopération entre le Congo et la Belgique : quel bilan ? Symposium « Universités belges et congolaises : quelles responsabilités, quels défis ? » (Palais des Académies - 11 octobre 2006)

Le 11 octobre dernier, la CUD et le VLIR-UOS organisaient conjointement un symposium consacré aux responsabilités et défis des universités face à une République démocratique du Congo en plein processus de reconstruction. L'occasion était celle d'une réflexion sur le rôle concret de la coopération universitaire dans un tel contexte. Celle aussi, et surtout, de donner la parole aux recteurs des sept universités congolaises partenaires de la coopération belge.

« Fifty-Fifty » : 50 ans de Coopération belge, ... 50 ans de l'Université congolaise

À l'occasion du Cinquantenaire de l'Université congolaise et en marge de l'exposition Fifty/Fifty Nord-Sud, exposition-événement organisée par la CTB à la demande du Ministre Armand De Decker et retraçant l'histoire et les grands thèmes de la coopération belge⁽¹⁾, les Commissions de coopération universitaire francophone (CUD) et néerlandophone (VLIR-UOS) ont organisé conjointement le 11 octobre 2006 un symposium intitulé « Universités belges et congolaises : quelles responsabilités, quels défis ? »

Un Symposium, pourquoi ?

Le système universitaire congolais est né au milieu des années 1950, d'une étroite collaboration avec les universités belges. Cinquante ans plus tard, la République démocratique du Congo marque depuis 2004, l'anniversaire par un biennium de festivités et de manifestations.

Bilan, mises en perspective et projet(s) d'avenir : cinquante ans d'existence étaient l'occasion rêvée de porter un regard critique sur l'Université congolaise, sur ses premiers pas et les modèles qui l'ont sous-tendue, sur son évolution, sur son fonctionnement.

Dans le contexte d'une globalisation croissante, de réformes académiques importantes, menées tant au Congo qu'en Europe, il était aussi temps de se pencher sur les défis majeurs qu'elle doit aujourd'hui relever, en phase avec le processus de « reconstruction » du pays.

Responsabilités et défis

Institutions d'enseignement et de recherche, pôles d'excellence, d'expertise et de réflexion, les universités sont aujourd'hui plus que jamais acteurs incontournables du développement, y compris dans leur propre contexte social. Plus qu'une séance protocolaire tournée vers le passé et le souvenir et centrée uniquement sur l'Université congolaise, le symposium, s'est interrogé en effet sur les responsabilités de l'Université face aux enjeux de société et sur les rapports entre les institutions universitaires belges et celles de

la République démocratique du Congo dans le contexte d'une coopération universitaire en plein processus de renforcement. Proposer des pistes sur les façons dont les universités peuvent contribuer à la construction citoyenne et au développement général de leur pays constituait l'un des objectifs du symposium.

« Sept sur Sept » 7 universités partenaires, ... 7 recteurs présents

La coopération universitaire belgo-congolaise ambitionne d'apporter aux universités non seulement un enrichissement mutuel des points de vue mais, surtout, de contribuer au renforcement du système universitaire congolais, fragilisé par un contexte de crise et par une longue rupture des coopérations structurelles avec les pays occidentaux.



La délégation congolaise

Avec l'appui du Ministre de la Coopération au Développement, Armand De Decker, les universités belges, francophones et flamandes, à travers la CUD et le VLIR-UOS, déploieront ensemble dès 2007 un vaste programme de « désenclavement numérique » des universités congolaises. Après les universités de Kinshasa (UNIKIN) et de Lubumbashi (UNILU), déjà bénéficiaires d'un tel programme, l'Université de Kisangani (UNIKIS), l'Université catholique de Bukavu (UCB), les Facultés catholiques de Kinshasa (FCK), l'Université pédagogique nationale (UPN) à Kinshasa, l'Institut supérieur de Techniques



Le Prof. Berthe Zinga, Secrétaire générale académique de l'UNIKIN, vêtue pour l'occasion d'un boubou imprimé aux couleurs du Cinquantenaire de l'Université du Congo

Rola ABBOUD
Secrétariat de la CUD,
Programmes RDC
rola.abboud@tud.be

Benjamin STEWART
Secrétariat de la CUD,
Information-communication
benjamin.stewart@tud.be



Le public présent lors du symposium: près de 200 personnes



De gauche à droite: Le Prof. Marc Nyssen, VUB, Président du VLIR-UOS, Mgr Tharcisse Tshibangu, Président du Conseil d'Administration des Universités du Congo, Armand De Decker, Ministre de la Coopération au Développement, et le Prof. Philippe Hennart, ULB, Président de la CUD, lors de la conférence de presse qui s'est tenue en marge du symposium

appliquées (ISTA) à Kinshasa également, seront renforcées dans leur utilisation des ressources informatiques. Reliées au monde de l'Internet, elles se trouveront au carrefour des échanges scientifiques avec les universités du monde entier.

Le symposium a été rehaussé par la présence des recteurs de ces 7 universités partenaires: les Prof. Lufunda Kaumba UNILU, Bernard Lututala Mumpasi, UNIKIN, Dauly Ngbona, UNIKIS, Joseph Gwamuhanya, UCB, Hippolyte Ngimbi Nseka, FCK, Jean-Robert Kasele Laisi, UPN, et Cabral Beta Mwakatika Moura. La délégation congolaise comptait également le Président du Conseil d'Administration des Universités du Congo et du Comité organisateur du Cinquantenaire de l'Université congolaise, Mgr Tharcisse Tshibangu, et Clément Mwabila, Secrétaire permanent du Conseil d'Administration des Universités du Congo.

La communauté scientifique belge au rendez-vous

Près de 200 personnes étaient présentes lors de cette journée. Le public, principalement issu de la communauté universitaire belge, francophone et néerlandophone, rassemblait aussi de nombreux participants congolais, boursiers ou autres, ainsi que plusieurs représentants d'autres acteurs belges du développement.

Débats et table-ronde

Outre les communications qui ont été présentées, deux débats se sont tenus avec le public. L'un était consacré aux rapports entre les universités belges et congolaises dans le contexte de la coopération universitaire et de la réforme de Bologne. L'autre, sous forme de table ronde, prolongeait les réflexions amorcées dans l'après-midi sur le thème de «l'Université, acteur du développement»⁽²⁾.

La coopération universitaire belgo-congolaise renforcée

Le Ministre de la Coopération au Développement Armand De Decker était présent pour une conférence de presse organi-

sée en marge du symposium en collaboration entre le VLIR-UOS, la CUD et le Cabinet sur le thème du renforcement de la coopération universitaire belgo-congolaise. La clôture du symposium a également été assurée par le Ministre, dont le discours a été fort apprécié par les participants⁽³⁾.

À travers ces deux occasions, on peut mesurer l'importance et la confiance que le Ministre accorde à la coopération scientifique entre la Belgique et la RDC, particulièrement dans le domaine universitaire, pour une reconstruction solide du pays.

En marge du Symposium

Les recteurs invités à l'occasion du symposium ont passé un séjour d'une semaine en Belgique. Outre le symposium, à leur agenda, plusieurs réunions de travail relatives à différents projets de coopération universitaire. Tous ont également participé à une après-midi de «Matchmaking», occasion de rencontres bilatérales entre eux et tout membre de la communauté universitaire belge intéressé par une discussion et, qui sait, par de nouvelles collaborations.

En marge de ces rencontres organisées par la CUD et le VLIR-UOS, diners, déjeuners et séances de travail ont été organisés par certaines universités individuelles et par le Cabinet de la Ministre en charge de l'Enseignement supérieur de la Communauté française de Belgique, Marie-Dominique Simonet.

Au cours de la réunion de débriefing de la semaine, plusieurs recteurs ont insisté sur l'opportunité que cette semaine de séjour leur a offerte de multiplier des contacts scientifiques qu'ils n'auraient sans doute pas eu l'occasion de nouer autrement.

La CUD et le VLIR-UOS

Le symposium est le fruit d'une collaboration entre la CUD et le VLIR-UOS. La supervision scientifique a été confiée à un groupe de travail composé, pour la CUD, des Prof. Marcel Rémon et Roland Pochet et de MM. Thierry de Waha et Pierre Degée. L'organisation a été prise en charge, pour la CUD, par Mme Rola Abboud et M. Benjamin Stewart et, pour le VLIR-UOS, par Mme Kristien Verbrugghen et M. Peter de Lannoy.

(1) L'exposition, qui s'est déroulée du 13 septembre au 28 octobre 2006 à l'Espace Jacquemotte (Bruxelles), avait pour objectif de mettre en avant le travail mené depuis un demi siècle par tous les acteurs belges de la coopération au développement (État, ONG, universités, institutions scientifiques, régions, villes et communes, syndicats). Voir le site Internet www.expos050.be

(2) Le programme complet du symposium ainsi que les textes de la plupart de communications peuvent être téléchargés sur le site Internet www.cud.be/colloque-vlir-cud

(3) Le discours du Ministre peut être consulté sur le site Internet www.armanddedecker.com rubrique discours > 2006

➤ Pour en savoir plus:
www.cud.be/colloque-vlir-cud

Inauguration de la bibliothèque en *open access* au Centre for Information and Library de l'Université agronomique n°1 de Hanoï

Aboutissement du projet *open access* lancé en mars 2005 avec le soutien de la CUD, le libre accès des collections de la Bibliothèque centrale de l'UAH a été inauguré le 11 octobre dernier. Un cap supplémentaire franchi en matière d'accès à la connaissance et à ses modes d'appropriation.

La CUI à l'UAH

C'est en 1997 que le programme de coopération universitaire vietnamo-belge a débuté avec l'Université agronomique n°1 de Hanoï (UAH). Son objectif est de développer la capacité de l'enseignement et de la recherche de l'université mais aussi de renforcer l'appui à la communauté rurale.

« Au Vietnam, l'UAH est considérée comme le porte-drapeau du secteur de l'enseignement universitaire dans la coopération avec l'étranger. Et le projet de coopération UAH-CIUF est un des plus importants et efficaces » signalait il y a quatre ans le Recteur Dang Vu Binh⁽¹⁾.

Le « GTRD »

L'action du Groupe transversal des Ressources documentaires (GTRD) de la CUD auprès de l'UAH s'inscrit dans la poursuite de cette collaboration fructueuse. Les axes prioritaires en sont : l'actualisation et le développement des ressources, l'amélioration des services à l'utilisateur, la formation continue du personnel en gestion documentaire et en langues étrangères.

Le projet *open access*

Le 11 octobre 2006, dans le cadre des festivités organisées à l'occasion du 50^e anniversaire de l'UAH, la Bibliothèque centrale inaugurerait en son sein le libre accès aux collections et aux ressources scientifiques : une nouvelle infrastructure initiant un rapport plus autonome, plus actif entre le lecteur et le livre, redynamisant l'accès à la connaissance et à ses modes d'appropriation.

Le projet *open access*, conçu sur base de l'identification des besoins de la Bibliothèque en matière de développement et de modernisation de ses installations, a été lancé en mars 2005⁽²⁾.

UN ENJEU DE L'ACCÈS À LA CONNAISSANCE

Le jour de l'inauguration, M. Tran Duc Vien, alors Vice-recteur de l'UAH⁽³⁾, M. Trinh Van Tù, représentant du Comité central, Directeur local du Département des Sciences et de l'Éducation, M. Dang Van Uc, Vice-directeur de la Bibliothèque nationale, Mme Dang Thi Minh Ha, Directrice de la Bibliothèque de l'Université polytechnique de Hanoï, membre permanent de l'Union des Bibliothèques universitaires du Vietnam, le Dr Vu

Dinh Ton, Vice-directeur du Centre d'Études interdisciplinaires du Développement rural (CEIDR) et gestionnaire local du projet CUD, honoraient la cérémonie de leur présence, aux côtés de M. Hoan Duc Lien, Directeur de la Bibliothèque centrale et de son personnel.

Des allocutions prononcées, on retiendra surtout l'accent mis sur le rôle fondamental joué par les bibliothèques actuelles face aux nouveaux enjeux de la connaissance et de l'accès à celle-ci. Nicole Petit, FUSL, a exprimé la joie que son collègue Pascal Jamin, UCL⁽⁴⁾, et elle-même éprouvaient à célébrer la réussite d'un projet commun. Elle a insisté sur le fait que l'intégration des universités vietnamiennes sur le plan international doit s'accompagner d'une politique locale cohérente de soutien aux bibliothèques, politique fondée sur la conviction que la capacité d'accéder à une documentation scientifique de qualité est aujourd'hui indispensable à un cursus universitaire.

LA VALORISATION DES ESPACES

Ouvrir officiellement les grandes portes vitrées de la bibliothèque sur une salle lumineuse et accueillante fut un réel plaisir. La mise en accès direct de la bibliothèque, voulue comme étape significative de sa modernisation, procède aussi d'un souci de valoriser des locaux existants et un mobilier traditionnel. On est d'emblée séduit par les comptoirs de prêt en bois massif clair qui ont pu être intégrés dans les nouvelles installations de l'entrée unique.

De précieux atouts en termes d'espaces – un vaste bâtiment autonome sur le campus, dont une superficie de 1000 m² au 1^{er} étage – ont été judicieusement exploités : la salle de lecture principale (400 m²) est désormais reliée aux autres locaux destinés au public (salle des périodiques (200 m²), salle des journaux, salle d'informatique et d'apprentissage des langues).

Le soutien financier la CUD a permis d'acheter un photocopieur / scanner en réseau et l'infrastructure d'accueil nécessaire à une meilleure gestion des flux de lecteurs (en moyenne 535 par jour) : portique antivol et tourniquet d'accès.

En amont de ce redéploiement des espaces, des mois de labeur intensif de la part des équipes locales. Travaux techniques d'abord : rénovation complète du câblage électrique et informatique, remplacement de l'éclairage, installation de ventilateurs dans les différents locaux, assainissement des murs par traitement hydrofuge et transformation de l'escalier central. Tâches de bibliothéconomie ensuite : désherbage

Nicole PETIT

FUSL,
Bibliothèque générale et de
Philosophie et Lettres
nicole.petit@fusl.ac.be

Pascal JAMIN

UCL,
Bibliothèque de Philosophie
jamin@bgsh.ucl.ac.be

(1) dans *Courrier du Vietnam*, 27 décembre 2002.

(2) Projet défendu par la bibliothécaire Mme Do Le Anh (UHA), sous la direction de M. Hoan Duc Lien, dans le cadre de l'activité transversale AT2 du GTRD (stage de formation en Belgique pour bibliothécaires cadres des pays partenaires).

(3) Aujourd'hui Recteur de l'UAH.

(4) Membres du GTRD et responsables de l'activité BUAH (Bibliothèques de l'Université agronomique n°1, Hanoï).

(5) Le projet d'intégration au niveau du catalogue informatisé LIBOL (système vietnamien) est déjà planifié. LIBOL remplacera le logiciel Micro CDS/ISIS (Unesco) utilisé dans les bibliothèques facultaires.



L'espace réaménagé de la Bibliothèque centrale de l'UAH

et archivage des anciens fonds, regroupement des collections de périodiques et surtout reclassement en accès direct de 16 000 titres, selon la Decimal Dewey Classification (DDC).

Vers des bibliothèques facultaires en réseau

Si en 2006, la priorité a été accordée à la mise en place du libre accès à la Bibliothèque centrale, les projets fondamentaux ne sont pas perdus de vue. Les bibliothèques facultaires n'ont pas été oubliées. Le Directeur maintient le souhait, à terme, d'établir un réseau entre les différentes bibliothèques facultaires et la Bibliothèque centrale pour l'informatisation⁽⁶⁾ de celles-ci mais également pour un meilleur partage et une meilleure visibilité des ressources sur le campus.

Des indicateurs encourageants,...

Nous pouvons tirer des conclusions encourageantes des efforts déjà fournis. Certains indicateurs ne trompent pas: le nombre de transactions de prêts annuelles, par exemple, est passé de 31738 en 2005 à 78 081 en 2006.

... sans oublier d'importants défis

Cette situation stimulante ne doit cependant pas cacher les difficultés.

Une formation continue des professionnels et un accompagnement des utilisateurs sans cesse repensé sont primordiaux.

En outre, le manque d'abonnements reste crucial. L'explosion des coûts de la documentation électronique pèse très lourdement sur les bibliothèques des pays en développement. Au Vietnam, comme dans les autres pays de l'Asie du Sud-Est, on a pris conscience ces dernières années de la nécessité de promouvoir une politique de partage des ressources et des coûts grâce à la mise sur pied de consortiums. Comme le remarquait Robert D. Stueart⁽⁶⁾ «... beaucoup d'institutions, soit par conviction, soit par nécessité, se concentrent désormais sur des stratégies de coordination de l'information, au niveau local et au niveau national. Cet accent mis davantage sur la coopération et la coordination des ressources et des services, particulièrement dans le champ scientifique et technique, propose aux bibliothécaires et autres gestionnaires de l'information de nouveaux défis, afin de fournir à temps une information à jour, pertinente, accessible, à un prix raisonnable, à une société de plus en plus dépendante de l'information».

Dans cette perspective, nous pouvons jeter un regard optimiste sur les activités du NACESTID (National Centre for Science and Technology Information and Documentation), responsable de l'organisation d'un réseau national (vietnamien) pour l'information scientifique et technique.

D'autre part, l'Asian University Network (Consortium Asie-Pacifique), projet soutenu financièrement par l'International Development Research Centre of Canada, relie déjà une quinzaine d'institutions de l'Asie du Sud-Est, sous la présidence de l'Université de Malaisie. Espérons que des synergies fécondes naîtront bientôt de ces initiatives, d'autant que le Ministère de la Culture et de l'Information (Département Bibliothèques) semble leur porter intérêt⁽⁷⁾.

50 ans de l'UAH, 10 ans de coopération universitaire avec la Belgique

L'inauguration de la Bibliothèque centrale en accès direct fut le prélude aux cérémonies d'envergure qui devaient se dérouler le 12 octobre, date officielle du cinquantenaire. Les délégations nationales et étrangères accueillies par le Recteur Dang Vu Binh étaient nombreuses. Parmi les personnalités belges invitées, étaient présents M. Christian Saelens, Délégué Wallonie-Bruxelles à Hanoï, le Recteur André Théwis, FUSAGx, le Prof. Pascal Leroy, ULg. Les discours se sont succédé dans les jardins superbement aménagés pour la circonstance - et sous une chaleur de plomb! André Théwis a souligné le succès des activités pluridisciplinaires déployées et les liens de collaboration amicale qui se sont tissés avec l'UAH depuis dix ans. Il a aussi rappelé le caractère interuniversitaire (ULg, FUSAGx, UCL, FUSL) des projets développés par la CUD.

Cette journée mémorable s'est poursuivie par des banquets, spectacles et rencontres, dans une ambiance à la fois conviviale et protocolaire propre au charme de l'accueil vietnamien.

(6) Robert D. STUEART, *La crise économique et autres défis dans l'accès à l'information scientifique et technique en Asie*. Conférence, Bangkok, Thailand, August 20 - August 28, 1999, 65th IFLA Council and General.

(7) Le 12 octobre, le Dr Le Thanh Tinh, Directeur-Délégué du Ministère, a tenu à visiter les nouveaux locaux et à rencontrer le Directeur M. Hoan Duc Lien ainsi que les représentants de la CUD, Pascal Jamin et Nicole Petit.

PROJET CUI

LA COOPÉRATION UNIVERSITAIRE INSTITUTIONNELLE (CUI) A POUR OBJECTIF DE RENFORCER LES COMPÉTENCES ACADÉMIQUES PROPRES D'UN NOMBRE LIMITÉ D'INSTITUTIONS UNIVERSITAIRES SITUÉES DANS DES PAYS EN DÉVELOPPEMENT.

LA CUI ENTEND AINSI APPUYER LES PARTENAIRES DU SUD DANS LES DIFFÉRENTES DIMENSIONS QUI CARACTÉRISENT L'UNIVERSITÉ (ACADÉMIQUES, SCIENTIFIQUES ET ADMINISTRATIVES) MAIS AUSSI DANS LES SERVICES QU'ELLE REND À LA SOCIÉTÉ.

Le Centre universitaire de Coopération internationale au Développement de Las Palmas, Gran Canaria, Espagne

En 2002, l'Université de Las Palmas (ULPGC) créait un projet nommé Centre universitaire de Coopération internationale au Développement (CUCID). L'ULPGC avait alors décidé, en se basant sur les recommandations de l'Unesco dans sa Déclaration mondiale sur l'enseignement supérieur pour le XXI^e siècle, de concrétiser son rôle d'acteur du développement et, par l'intermédiaire du CUCID, de favoriser et d'augmenter les activités de coopération internationale au développement de l'Université.

Le CUCID

Depuis mai 2006, le CUCID s'est formellement institutionnalisé et, afin de faciliter ses capacités de gestion ainsi que pour renforcer ses liens avec le secteur privé, celui-ci est devenu un Centre de gestion mixte entre l'Université et la Fondation universitaire de Las Palmas (FULP)⁽¹⁾.

Le CUCID, grâce à sa structure organisationnelle, peut ainsi se baser sur tout le potentiel de la communauté universitaire pour réaliser ses projets de coopération⁽²⁾ ainsi qu'utiliser les relations internationales que l'ULPGC a tissées avec les universités et les institutions d'enseignement supérieur des pays en développement. De plus, grâce au système administratif et de gestion de la FULP, ainsi que grâce aux relations que celle-ci maintient avec le secteur privé, le CUCID peut

non seulement offrir une gestion de qualité à ses partenaires mais également permettre aux petites et moyennes entreprises locales de développer des actions de Responsabilité sociale (voir infra).

Domaines d'activités et expériences

Les actions de coopération internationale au développement que réalise le CUCID se répartissent selon les domaines d'activités suivants :

FORMATION ET LA SENSIBILISATION

La sensibilisation de la communauté universitaire dans son ensemble et de la population des Canaries en général au domaine de la coopération au développement est une activité très importante pour le CUCID car elle permet d'accroître la solidarité et la coopération de la société canarienne envers la population des pays en voie de développement.

Les nombreux séminaires, les conférences et les cours de formation offerts par le CUCID, de même que la proximité des Canaries par rapport au continent africain, suscitent, parmi la population, un intérêt croissant pour la coopération au développement et le désir de faire carrière dans le domaine. Pour répondre à ce besoin accru de formation et de professionnalisation, le CUCID offre depuis le mois d'octobre 2006 le premier Master universitaire des Canaries en Coopération internationale pour le Développement.

VOLONTARIAT INTERNATIONAL

Permettre aux jeunes et aux étudiants universitaires de réaliser une expérience de volontariat international dans un pays en développement est une priorité pour le CUCID.

Le Centre dispose pour ce faire d'un répertoire de volontaires auquel toute personne intéressée peut s'inscrire via Internet et qui permet aux membres enregistrés de recevoir toutes les informations et offres de volontariat disponibles. Le CUCID est également membre de deux programmes internationaux de volontariat : le Service de Volontariat européen et le Programme de Volontaires universitaires des Nations unies (UNITeS). En 2005 un volontaire universitaire de l'ULPGC a ainsi passé six mois au Guatemala dans le cadre du programme UNITeS ; un autre s'est envolé à l'automne

Josefa DE LA ROSA CANTOS
Centre universitaire de
Coopération internationale au
Développement - CUCID
jdelarosa@fulp.ulpgc.es



Une des volontaires de l'Université de Las Palmas, lors de son séjour en Angola



Réunion technique dans le cadre d'un projet de réaménagement d'un parc naturel au Sénégal



Réunion technique dans le cadre d'un projet de conservation de la cité d'Antigua au Guatemala

dernier pour l'Équateur. Parallèlement, grâce à une bourse octroyée par le Gouvernement des Canaries, plusieurs jeunes des Canaries ont aussi la possibilité d'effectuer un volontariat d'une année dans les bureaux que l'Agence espagnole de Coopération internationale possède au Maroc, au Sénégal, au Cap Vert et en Mauritanie.

Afin d'accroître encore un peu plus ces actions de volontariat, en juin 2006, un premier programme d'appui financé sur fonds propres par l'ULPGC a été créé. Ce programme, qui offre une bourse à de jeunes diplômés, leur permet de réaliser une première expérience dans un pays en développement.

PROJETS DE COOPÉRATION

Le potentiel du CUCID est important et varié en matière de projets. En effet, grâce à la participation des experts de l'ULPGC - experts regroupés dans une centaine de groupes de recherche - et aux quatre Chaires Unesco⁽³⁾ que possède l'ULPGC, le CUCID participe à de nombreux projets de coopération au développement dans les pays du Sud.

On peut citer, à titre d'exemple, un projet de développement endogène pour le Parc national du Delta du Saloum (Sénégal), qui vise à promouvoir une gestion écologique et durable du tourisme qui permette de protéger et de conserver les ressources naturelles et sociales du parc et de ses environs. Ou encore, dans un tout autre domaine, un projet de nutrition infantile que réalise, en Argentine, la Chaire UNESCO de planification et développement des systèmes locaux de santé, en collaboration avec la Fondation CONIN.

Pour inciter encore davantage les professeurs et les chercheurs de l'ULPGC à participer à des projets de coopération, le CUCID a créé en 2006 les « Projets Graines ». Ces projets visent à renforcer et à accroître les projets de coopération issus de l'université grâce à une bourse qui permet aux professeurs et aux chercheurs de réaliser des études de viabilité, de faisabilité et de durabilité dans les pays du Sud.

COOPÉRATION ACADÉMIQUE

Le développement des centres d'enseignement supérieur et de recherche est une des clés principales pour garantir une croissance endogène et durable dans les pays du Sud. Pour cette raison, le CUCID, en utilisant les capacités de l'ULPGC et de la FULP, œuvre au renforcement institutionnel des centres d'enseignement supérieur et de recherche des pays

en développement par une collaboration mutuelle déployée à travers plus de 100 Conventions Cadres de Collaboration avec des universités d'Afrique et d'Amérique latine.

Ainsi, il existe de nombreux projets de coopération académique comme, notamment, des programmes de formation et d'échange de professeurs et d'étudiants entre l'ULPGC et les universités des pays en développement. De plus, à la faveur sa situation géographique privilégiée, l'ULPGC participe activement au renforcement institutionnel des universités des pays environnants comme, par exemple, à travers la création de l'Université publique du Cap Vert et la formation de ses professeurs et de son personnel.

ASSISTANCE TECHNIQUE ET RESPONSABILITÉ SOCIALE DES ENTREPRISES

Les deux derniers domaines prioritaires pour le CUCID sont l'assistance technique et la Responsabilité sociale des entreprises (RSE). Le CUCID se positionne en effet comme un centre d'appui pour la communauté universitaire et les acteurs de la coopération internationale au développement des Canaries, comme les ONG ou les organismes publics. Grâce à son personnel qualifié dans le domaine de la gestion de projets de coopération, le Centre propose des conseils techniques lors de la conception, de l'exécution ou dans le cadre de la gestion de projets de coopération ainsi qu'en termes de recherche de financement.

Le Centre entend également servir de support lors d'appels d'offres dans le domaine de la Coopération internationale au Développement afin d'accroître les capacités techniques des chercheurs et des organismes des Canaries dans le domaine.

Enfin, en matière de RSE, le CUCID vise à promouvoir le comportement social des petites et moyennes entreprises locales et à favoriser les relations, à travers des projets de collaboration et coopération, entre les PME des canaries et les PME des pays en développement.

Malgré son jeune âge, le CUCID se profile donc comme un acteur important de la coopération au développement qui s'effectue depuis les Canaries. Grâce à sa structure organisationnelle et aux appuis qu'il reçoit, le Centre espère pouvoir continuer à contribuer au développement durable des pays du Sud en se basant sur les besoins et la collaboration des populations avec lesquelles il coopère.

(1) La FULP est une organisation indépendante à but non lucratif qui fait le lien entre l'Université et les entreprises grâce à des programmes d'appui à la recherche pour les entreprises ou encore des programmes de stages et de formations des étudiants universitaires et jeunes diplômés dans les entreprises. Voir le site Internet www.fulp.ulpgc.es

(2) Les projets du Centre sont principalement financés par le Gouvernement des Canaries, l'Agence espagnole de Coopération internationale et l'Union européenne.

(3) Planification et Développement des Systèmes locaux de Santé; Informatique et Technologie de l'Information pour développer la Région nord-occidentale d'Afrique; Gestion de l'Environnement et des Ressources marines des Littoraux; Planification touristique et Développement durable.



Centre universitaire de Coopération internationale au Développement - CUCID

T.: +34 928 45 74 71
@: cucid@fulp.ulpgc.es

Pour en savoir plus:
www.cucid.ulpgc.es

La Commission universitaire pour le Développement (CUD) est une Commission permanente du Conseil interuniversitaire de la Communauté française de Belgique (CIUF). Le CIUF est un organisme d'intérêt public (Décret de la Communauté française de Belgique du 3 avril 1980, remplacé par le Décret du 9 janvier 2003) regroupant l'ensemble des 9 universités et facultés universitaires de la Communauté française de Belgique. Il a pour missions principales de:

- remettre des avis sur toute matière relative à l'enseignement universitaire;
- d'organiser la concertation entre les institutions universitaires ainsi que vis-à-vis des étudiants et des autres institutions d'enseignement supérieur;
- de promouvoir les collaborations interuniversitaires et interfacultaires;
- d'assurer la représentation des institutions de l'enseignement universitaire de la Communauté française au sein de diverses instances nationales ou internationales.

Pour en savoir plus:
www.ciuf.cfwb.be

échosud

Cette publication trimestrielle est gratuite. Si vous souhaitez continuer à recevoir les numéros suivants, il vous suffit de nous écrire auprès de Sandrine CARPENTIER: sandrine.carpentier@tud.be

Cette publication est rendue possible grâce au soutien financier du Ministre de la Coopération au Développement du Royaume de Belgique et de la Direction générale de Coopération au Développement du Service public fédéral des Affaires étrangères du Royaume de Belgique.



Éditeur responsable:
Monique GOYENS

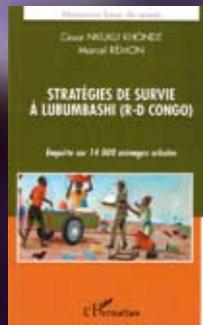
Rédaction & mise en page:
Benjamin STEWART
benjamin.stewart@tud.be
Commission universitaire pour le Développement,
rue de Namur, 72-74,
B-1000 Bruxelles

ISSN 1780-1605

échosud est imprimé sur du papier non chloré.
© CUD, 2006

Publication

LES LUSHOIS À LA LOUPE



Cette étude, financée par la CUD dans le cadre d'un budget exceptionnel accordé par la Coopération belge, rend compte de la méthodologie, du déroulement et des résultats d'une enquête socio-économique d'envergure effectuée en juillet-août 2002 auprès d'environ 10% des ménages urbains de Lubumbashi (RDC), soient quelque 14 000 foyers sur les 150 000 enregistrés par l'administration locale en 2001.

Le questionnaire concerne entre autres la démographie, l'habitat, l'emploi ou l'occupation, les revenus, l'éducation, la santé. Les réponses montrent que «L'shi» est constituée en majorité de jeunes, pour moitié scolarisés; chez les adultes, depuis la fermeture des mines, les sans-emploi prédominent, même si le salaire reste la source principale du revenu domestique.

La crise multisectorielle a entraîné la paupérisation des six communes regroupant les 42 quartiers urbains. Le système de la débrouille est devenu la meilleure façon de survivre, avec des stratégies multiples et variées, tandis que la «solidarité africaine» fait place au ménage individualiste.

➤ C. NKUKU KHONDE et M. RÉMON, *Stratégies de survie à Lubumbashi (R-D Congo). Enquête sur 14 000 ménages urbains*. Collection «Mémoires lieux de savoir – Archive congolaise». Paris: L'Harmattan, 2006.

Pour commander un exemplaire de l'ouvrage:
rendez-vous sur le site Internet des éditions L'Harmattan:
www.editions-harmattan.fr

Défenses de thèse

AUTOUR DES POLYPHÉNOLS D'AMAZONIE...

Dans le cadre du projet PIC «Études chimiques, nutritionnelles et technologiques sur des antioxydants naturels issus de végétaux amazoniens», coordonné par les Prof. Yvan Larondelle, UCL, et Hervé Rogez, Universidade Federal do Pará (UFP), Belém, Brésil, (voir article en pages 2-3),

Monsieur Evaldo MARTINS DA SILVA a défendu sa thèse de doctorat en sciences agronomiques et ingénierie biologique le 30 octobre 2006 à l'UCL.

La dissertation originale avait pour titre «Polyphenols from the Amazonian plant *Inga edulis*: process optimisation for the production of purified extracts with high antioxidant capacity».

Promoteurs: Prof. Y. Larondelle, UCL, Faculté d'ingénierie biologique, agronomique et environnementale, unité de biochimie de la nutrition, et H. Rogez, UFP, Departamento de Eng. Química e de Alimentos

... OU DES MATHÉMATIQUES APPLIQUÉES

Dans le cadre du projet PIC intitulé «Développement d'une activité d'enseignement et de recherche en mathématiques appliquées (modélisation mathématique, optimisations et commandes de systèmes) au sein de la faculté des Sciences de l'Université Chouaib Doukkali (UCD) à El Jadida», Maroc, coordonné par les Prof. Vincent Wertz, UCL et Elarbi Achhab (UCD, El Jadida),

Mademoiselle Bouchra AYLAJ a défendu sa thèse de doctorat le 16 décembre 2006, à la Faculté des Sciences de l'UCD.

La dissertation originale avait pour titre «Étude des trajectoires d'état pour une classe de modèles non linéaires de réacteurs tubulaires».

Promoteurs: E. Achhab et M. Laabissi, UCD

Bouchra AYLAJ fait partie des douze étudiants qui ont bénéficié de la formation de troisième cycle dans le cadre du projet PIC. Elle avait aussi obtenu une bourse de mobilité de l'Agence universitaire de la francophonie (AUF).

Noël des boursiers de la CUD

Le vendredi 15 décembre 2006, la CUD organisait la deuxième édition du goûter de Noël à l'intention de l'ensemble de ses boursiers présents en Belgique.

Autour du sapin dressé pour l'occasion en l'Espace Senghor de Gembloux, boursiers, promoteurs, responsables des boursiers dans les universités et membres de la CUD ont partagé crêpes, cougnous et autres gourmandises de saison. De quoi ouvrir en douceur des vacances... studieuses!

Inauguration de l'espace info de la CIDMED

La Commission de Coopération internationale de la Faculté de Médecine de l'UCL (CIDMED) est un organe consultatif chargé de formuler des propositions et de rendre des avis sur toutes les questions en rapport avec la politique de coopération internationale de la Faculté.

Le 17 octobre 2006, en collaboration avec Louvain Développement, la CIDMED inaugurait, sur le site UCL de Louvain-en-Woluwe, un local d'information et d'animation consacré aux «Acteurs médicaux au service du développement».

➤ Intéressé ?

Rendez-vous sur le campus UCL de Bruxelles-Woluwe, Tour 50, local 3442
www.md.ucl.ac.be/stages/pvd/cooperation/coop.htm

Journée d'étude à l'ARSOM

L'Académie royale des Sciences d'Outre-Mer (ARSOM, voir [echosud](http://echosud.be)⁽⁹⁾) organise le 10 avril prochain une journée d'étude intitulée «Scientific Cooperation between Europe and Latin America: What kind of Partnership?»

➤ En pratique:

Palais des Académies, rue Ducale, 1 – 1000 Bruxelles
Le 10 avril 2007, de 9 h à 18 h
Informations: www.kaowarsom.be